

## Burundi : l'insuffisance de devises au cœur d'une pénurie des produits pétroliers

@rib News, 07/05/2017 – Source Xinhua L'insuffisance de l'offre en devises utilisées au Burundi dans les opérations d'importation à l'étranger est au cœur de l'enlisement d'une pénurie des produits pétroliers dans le pays depuis environ deux semaines, a reconnu récemment devant les députés de l'assemblée nationale burundaise M. Côme Manirakiza (photo), ministre burundais de l'Energie en charge du secteur pétrolier.

Devant cette chambre basse du parlement bicaméral burundais, le ministre Manirakiza, a précisé qu'en raison de "l'actuelle situation burundaise", les importateurs des produits pétroliers peuvent ne pas accéder à la quantité de devises souhaitée pour pouvoir opérer des transactions ad hoc auprès de leurs fournisseurs potentiels. Le 14 mars 2016, l'Union Européenne (UE) a décidé la suspension des appuis financiers directs à l'administration burundaise, y compris les appuis budgétaires normalement octroyés en devises. Du fait de cette carence en devises, a-t-il expliqué, le nombre d'importateurs des produits pétroliers, en l'occurrence l'essence et le gasoil, a "fortement" progressé en passant de huit à deux. Toutefois, le ministre Manirakiza a indiqué qu'il craint de ce manque de devises en quantités suffisantes, prévaut également des manœuvres "frauduleuses" orchestrées par certains pétroliers opérant sur le terrain burundais, qui ont participé à la pénurie en utilisant les devises reçues à d'autres fins que l'importation du carburant. En réaction à cet éclairage du ministre Manirakiza, les députés, tout en adhérent à l'argument brandi sur le déséquilibre "réel" entre l'offre et la demande en carburant au Burundi du fait de cette insuffisance des devises, ont laissé entendre cependant qu'il pourrait y avoir "anguille sous roche" au niveau des ramifications de cette problématique économique burundaise. En effet, la députée Béatrice Rurahinda, en qualité de présidente de la commission parlementaire chargée de la bonne gouvernance qui a enquêté sur les "dessous" de cette problématique, a laissé entendre qu'en creusant davantage, on pourrait découvrir que le nœud du problème pourrait se situer au niveau des spéculateurs. "Que le gouvernement burundais joue véritablement son rôle de régulateur dans le processus d'importation, de distribution et de commercialisation de ces produits pétroliers en regard de leur importance économique au plan stratégique, pour explorer tous les voies et moyens pour aboutir à une solution durable à cette courante pénurie des produits pétroliers dans le pays", a recommandé la commission parlementaire chargée de la bonne gouvernance. Dans le cadre de la recherche des solutions adaptées à la taille de l'enjeu économique en la matière, les députés ont recommandé aux membres du gouvernement burundais d'enclencher une synergie nationale pour "traquer et frapper fort tous les spéculateurs dans le commerce de l'or noir" au Burundi. Face à cette pénurie de produits pétroliers au Burundi particulièrement en ce qui concerne l'essence, le trafic dans la Mairie de Bujumbura, le décor quotidien a subi ipso facto des mutations en termes de mouvements de véhicules marqués par leurs longues files d'attente devant deux stations-service sur les dix implantées dans cette capitale burundaise, a constaté Xinhua en sillonnant ces stations. Pour certains propriétaires des véhicules présents sur les files d'attente avec une "mine anxieuse" suite à la longue attente tantôt sous un soleil accablant ou sous une pluie battante, il est "révoltant de se faire annoncer que l'essence vient de se vider" alors qu'on avait espéré s'approvisionner au prix officiel de 2100 FBU (1,2 dollars) pour un litre d'essence à la pompe. Devant de telles annonces portant sur l'épuisement de l'essence dans certaines stations-service, les transporteurs de véhicules confient qu'ils n'ont d'autre choix que celui d'aller s'approvisionner au marché noir où un litre d'essence est servi moyennant 6000 FBU, voire même 7000 FBU dans certaines zones urbaines de Bujumbura réputées "froides" dans les opérations de spéculation, en l'occurrence celle de Buyenzi (ouest de Bujumbura). "Nous sommes parmi les premiers victimes de cette pénurie de carburant, car contraints de parcourir de longues distances à pied pour rejoindre les lieux de travail, avec au bout des fatigues accumulées et des retards préjudiciables au service", n'ont cessé de se plaindre des fonctionnaires croisés en train de trotter dans les rues de Bujumbura au début de l'heure réglementaire de 07H30(05H30 GMT) marquant le début journalier du travail dans la fonction publique burundaise. "Sur les lieux d'embarquement dans les bus de transport en commun, c'est souvent le sauve qui peut avec au rendez-vous la loi de la jungle, avec au menu des bousculades violentes, à travers lesquelles certains passagers pénètrent dans les bus via des fenêtres ; ou alors pour certains, c'est le moment de recourir à leur robustesse pour pouvoir passer aux portières des bus normalement utilisées pour y monter", a-t-on constaté. Les milieux des commerçants se plaignent également de travailler à perte du fait de cette pénurie courante des produits pétroliers au Burundi. Car, disent-ils, leurs marges bénéficiaires sont "gravement affectées" par les coûts des courses de taxi en milieu urbain, qui, à cause de cette situation, sont passés du simple au double ; les taximan voulant, pour leur part, combler les manques à gagner subis à la suite des flambées de prix des produits officiels au marché noir.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});